



L'intervention militaire en Libye, un «fiasco» selon Juppé

Par [Hakim Megatli](#)

Mondialisation.ca, 04 février 2016

[algerie1.com](#) 2 février 2016

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Le maire de Bordeaux et néanmoins candidat aux primaires républicains à la présidentielle française, Alain Juppé a fait ce matin à Alger son mea culpa au sujet de l'intervention militaire de la France et ses alliés de l'OTAN en Libye. Juppé a fait ces aveux devant des journalistes algériens qui l'ont interrogé alors qu'il fut le chef de la diplomatie française. «*Oui, c'est un fiasco et un chaos*», a-t-il reconnu, bon joueur contrairement aux autres responsables français notamment Nicolas Sarkozy qui se vante à ce jour d'avoir «libéré» la Libye de Kadhafi.

Au-delà de la rectitude morale et de l'éthique politique dont a fait preuve Juppé en reconnaissant que ce fut une erreur d'avoir installé le chaos en Libye, cet aveu, tardif il est vrai, souligne à grands traits la politique des puissants de ce monde qui se permettent de se jouer du sort des millions de personnes et peut être pour des décennies. Et pour cause, la France était en 2011 aux avant-postes de l'attaque des alliés de l'OTAN contre la Libye en proie à un conflit interne entre le régime de Kadhafi et des dissidents hétéroclites qui ne possédaient aucun agenda.

Malheureusement, ce pays a été mis à genoux par les bombardements de l'OTAN qui ont détruit toute ses infrastructures et provoqué une guerre civile qui dure depuis cinq ans. L'armée française par l'entremise des va-t-en-guerre Sarkozy et son ami BHL, a envoyé un déluge de feu sur la Libye avant de l'abandonner à son funeste sort.

Aveu

Alain Juppé a tenté cependant de se défilier en faisant remarquer que cette intervention s'était faite dans «un contexte de Printemps arabe», où «les peuples demandaient une instauration de la démocratie». Et Juppé de d'ajouter : «*On nous reprochait à l'époque, nous, grandes puissances, de soutenir les dirigeants*». Ce qui est tout à fait vrai puisque sa collègue de la défense d'alors, Michelle Alliot Marie, proposait des bombes lacrymogènes et des matériels anti-émeutes pour mater les jeunes révoltés en Tunisie.

Aussi, le président Sarkozy avait même autorisé le colonel Kadhafi d'installer son immense tente au palais de l'Élysée moyennant un gros chèque pour financer sa campagne électorale. Cela dit, un péché avoué et à demi pardonné et Alain Juppé a eu l'honnêteté de reconnaître son erreur. Sera-t-il prêt à cautionner la réédition de cette expédition punitive aujourd'hui qu'on parle de nouvelles frappes contre la Libye ? «*Je ne crois pas à une intervention militaire, mais je crois, comme en Syrie, qu'il faut trouver une solution politique*». Oui, mais qui va payer les pots cassés en Libye ?

Photo : Alain Juppé

Vidéo (1'09) : Le 1er septembre 2011, ce que disait Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères de Nicolas Sarkozy :

La source originale de cet article est algerie1.com

Copyright © Hakim Megatli, algerie1.com, 2016

Articles Par : [Hakim Megatli](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca